

#FEMMES2017 : Compte-rendu des rencontres avec les équipes de campagne des candidats à la primaire de la droite et du centre

Introduction

Nous avons bouclé hier, jeudi 17 novembre, notre tournée des équipes de campagne des candidats à la primaire de la droite et du centre.

De ces rencontres, nous voulions adresser un livrable accessible au plus grand nombre, afin que chacune et chacun des votants à la primaire puisse mettre dans l'urne le candidat le plus engagé pour les droits des femmes.

Nous avons rédigé ce compte-rendu en intégrant plusieurs éléments :

- les propositions des candidats
- l'échange avec les équipes de campagne
- notre avis qualitatif global sur la rencontre et les propositions.

En effet, il était important pour nous d'aller au-delà de ce qui était disponible sur les sites internet et programmes des candidats. On peut raisonnablement penser qu'il est impossible qu'un candidat fasse campagne en hurlant "je suis pour le sexisme" par exemple. Un féminisme ou un semblant d'intérêt pour les femmes peut être feint par certains. Le but de ces échanges était pour nous l'occasion de faire part au plus grand nombre de notre expertise sur ces sujets, en décelant ces façades portées par les équipes. Vous trouverez au fil des compte-rendus des rencontres ces conclusions.

Nous publierons demain un classement, établi par les personnes ayant assisté aux rencontres, avec une note moyenne globale sur 20 à chaque candidat sur la base de deux éléments : le programme du candidat et la qualité de l'échange avec l'équipe de campagne.

Pour nous contacter : contact@politiquelles.org

Rencontre avec l'équipe d'Alain Juppé - Samedi 29 octobre

Nous avons rencontré Nathalie Baudry, cheffe d'entreprise engagée auprès d'Alain Juppé sur le sujet des droits des femmes.

Elle a introduit son propos par le fait que la problématique de l'égalité femmes-hommes était un sujet important, Alain Juppé y faisant souvent référence dans ses discours. Séduite par ses idées, elle coordonne donc un projet sur les droits des femmes avec une quarantaine de personnalités, notamment sur les inégalités salariales et la place des femmes dans l'entreprise.

Nous avons abordé avec elle de nombreuses thématiques, qu'il s'agisse des violences faites aux femmes, de la précarité des mères célibataires, des déterminismes sociaux dans les études, de la place des femmes dans les programmes scolaires ou encore des crèches. A l'écoute et consciente de ces problématiques, elle a répondu de façon claire et détaillée sur ces différents sujets, même si nos débats ont davantage concerné la sphère entrepreneuriale que le monde politique, qui a notre sens devrait être davantage paritaire. Nous avons également questionné Nathalie Baudry sur le souvenir des "Juppettes", ministres femmes évincées du gouvernement d'Alain Juppé en 1995 ; celui-ci est depuis revenu de cette décision malheureuse (étant également noté qu'il s'agissait à sa nomination du gouvernement comptant le plus grand nombre de femmes de toute la Ve République), Alain Juppé ayant promu dans son équipe des personnalités féminines issues de la société civile comme Virginie Calmels.

Nathalie Baudry étant une cheffe d'entreprise et non pas une femme politique, elle nous a davantage parlé de la place des femmes dans la sphère salariale, à savoir les inégalités de salaires ou encore des difficultés des femmes souhaitant créer une start-up tout en voulant fonder une famille, à l'heure où elles doivent encore aujourd'hui davantage assumer de tâches familiales que leurs compagnons. Son approche concrète et vécue, peu emprunte de langue de bois tout en ayant pleinement conscience des enjeux éducatifs pour améliorer ces situations, nous a apparu comme conforme aux réalités. Nous regrettons seulement de ne pas avoir eu davantage de réponses sur les sujets liés à la rénovation de la vie politique.

À la suite de notre rencontre, une rubrique a été rajoutée dans la partie "programme" du site Internet d'Alain Juppé portant sur l'égalité femmes-hommes, avec plusieurs propositions :

Lutter contre les violences faites aux femmes

- Sensibilisation accrue de l'ensemble des acteurs concernés par un programme de formation coordonnée des forces de sécurité, des professionnels de santé, des magistrats afin de renforcer la prise de conscience de l'urgence et de la gravité de la situation et de promouvoir une meilleure prise en charge globale de la victime privilégiant un parcours pré- défini. Mise en place de statistiques sur les violences constatées et les réponses apportées cas par cas.

- Prévention : campagne de sensibilisation à l'école dès le plus jeune âge des filles et des garçons sur le respect de l'intégrité physique et psychique de l'autre, formation spécifique des personnels enseignants. Campagne nationale de prévention.
- Repérage : campagne auprès des professionnels de santé de formation de repérage des signes physiques et psychologiques chez les femmes et les enfants et d'orientation auprès des services idoines.

Diminuer la pauvreté et la précarité

- Création de centres d'accueil dédiés aux femmes dans le cadre des CCAS ou autres structures existantes sur le territoire. Ces structures permettront l'établissement d'un dossier électronique pour chaque femme établissant sa situation (connaissance de ses droits, prise en charge, orientation).
- Création d'unités mobiles de médiation des femmes isolées/en situation de précarité ou « Bus des femmes » avec équipes pluridisciplinaires (infos et examens de santé, droits, orientation).

Renforcer l'égalité dès le plus jeune âge et augmenter la mixité des métiers

- Plan égalité à l'école : semaine annuelle des métiers mixtes et organisation de rencontres avec des femmes de l'entreprise, des techs et du digital, de l'artisanat. Contenus des manuels scolaires rééquilibrant l'apport des femmes. Promouvoir l'apprentissage et l'alternance des filles. Lutte active contre le sexisme et le cyber sexisme. Favoriser la mixité des installations sportives.
- Plan digital : incitations particulières des filles au numérique et à la création d'entreprises.

Promouvoir une égalité globale de traitement de la vie professionnelle

- Profiter de la journée du 8 mars pour faire un focus/bilan sur l'égalité salariale et professionnelle.
- Optimisation de l'équilibre vie professionnelle-vie privée pour les femmes comme pour les hommes via des aménagements souples dans le cadre des négociations des entreprises sur le temps de travail. Garantie du libre choix de mode de garde des enfants y compris pour les indépendantes et les femmes en recherche d'emploi (horaires adaptés).
- Féminisation de l'apprentissage.
- Un Etat exemplaire : gouvernance RH améliorée des filières, indicateurs de parité à tous les échelons de la fonction publique, conciliation vie professionnelle-vie privée.

Par ailleurs, Alain Juppé a récemment annoncé que s'il était élu, son gouvernement serait paritaire et il a fait référence à la possible nomination d'une femme en tant que Première Ministre.

#Femmes2017 – Compte-Rendu des rencontres

Globalement, nous sommes très heureux d'avoir pu discuter avec Nathalie Baudry d'Asson de l'équipe d'Alain Juppé. La discussion fut riche et constructive entre elle et les membres de Politiqu'elles. Nous avons tout particulièrement apprécié aborder le sujet du cyber-sexisme ou des femmes dans les start-up. La rubrique «égalité Femmes/Hommes» a été ajoutée au site de campagne peu de temps après notre rencontre, ce qui est appréciable. Le candidat paraît personnellement concerné et engagé par la question.

Rencontre avec l'équipe de Jean-François Copé - Lundi 31 octobre

Nous avons rencontré Hamida Rezeg, responsable du comité de soutien à Jean-François Copé. Conseillère régionale d'Île-de-France et adjointe au maire de Meaux chargée de la petite enfance.

Elle nous a d'emblée fait noter que la seule femme directrice de campagne d'un candidat à la primaire était celle de Jean-François Copé, à savoir la députée Michelle Tabarot. Cette rencontre était censée être une réunion préparatoire à une autre, autour du candidat et de sa directrice de campagne, à laquelle l'équipe de campagne n'a finalement malheureusement pas donné suite.

Nous avons pu malgré tout évoquer avec Hamida Rezeg plusieurs sujets. Elle a ainsi regretté que les droits des femmes n'avançaient guère, voire pouvaient être sujets à des régressions si l'on n'y prenait pas assez garde. Evoquant son parcours, elle a pu nous livrer des clefs sur la place des femmes en politique, notamment des portefeuilles spécifiques confiés au gouvernement à des femmes et leur absence à des postes régaliens. Selon elle, les femmes doivent non seulement profiter des opportunités professionnelles et politiques pour investir des mondes jusque là très masculins mais aussi se battre elles-mêmes pour ça, tout en assumant leur féminité et ne pas se laisser faire.

Elle a ensuite bien voulu évoquer avec nous les sujets du cyber-sexisme, déplorant que des jeunes filles soient l'objet d'humiliations en ligne à cause de leur vie sexuelle, cela pouvant conduire au suicide. Elle a enfin souligné les violences faites aux femmes dans certains quartiers, notant la nécessité de se saisir du problème, tout comme des jeunes filles radicalisées, qui pour certaines partent ensuite en Syrie. Nous avons été renvoyés au programme de Jean-François Copé, qui propose peu de choses spécifiques sur les femmes, si ce n'est d'interdire le voile dans tous les établissements publics.

Rencontre avec l'équipe de Bruno Le Maire – Jeudi 10 Novembre

Nous avons rencontré Marion Delaigue, avocate et responsable du thème « Femmes » dans l'équipe de Bruno Le Maire et Olivier Bouchery, responsable du pôle Idées.

Dans la construction de son Contrat Présidentiel, l'équipe de Bruno Le Maire nous avait présenté leur travail programmatique comme un travail qui avait associé la société civile. Ainsi, il nous a été dit que Bruno Le Maire aurait rencontré des associations de femmes mais nous n'avons pas pu obtenir de réponse lorsque nous avons demandé de quelles associations il s'agissait exactement.

Le candidat Bruno Le Maire a également rencontré des femmes leaders d'opinion, a fait des déplacements dans des centres de femmes isolées ou battues, et a rencontré des associations familiales.

Ce qui est ressorti de ces rencontres c'est une fiche sur l'égalité femmes-hommes. Au cœur de cette fiche, la représentation des femmes en politique, dans l'entreprise, la question des femmes et de l'islam fondamentaliste, les violences faites aux femmes. Marion Delaigue nous a présenté d'autres dispositions notamment dans la partie « famille », avec le mécanisme de garde, qui serait un des moyens de favoriser une meilleure représentativité dans le monde professionnel.

Bruno Le Maire a rencontré des femmes dirigeantes de start-up et des cheffes d'entreprise. La promotion des femmes dans ces secteurs se dissout dans le discours numérique et la nouvelle économie : le télétravail pour les femmes comme nouvelle forme d'activité.

Sur le sujet de la parité en politique, Marion Delaigue nous a présenté l'idée du « renouveau » comme la clé pour améliorer la part des femmes en politique. Le non-cumul des mandats [une des propositions faite également par Politiqu'elles] serait une façon d'amener plus de femmes aux responsabilités. Il y aurait selon Marion Delaigue un effet générationnel qui permettrait aux femmes d'accéder davantage aux mandats. Selon elle, le jour où on sera dans un monde politique paritaire, il n'y aura plus de harcèlement.

Olivier Bouchery a rappelé que le candidat Bruno Le Maire proposait dans son programme la nécessité d'un casier judiciaire vierge pour se présenter, et que par conséquent, il ne puisse pas y avoir de fait d'agression sexuelle, entraînant la nullité de la candidature d'une personne condamnée.

Une partie du programme portait sur la lutte contre les stéréotypes qui passerait par l'éducation et une réflexion sur les changements de comportements. Olivier Bouchery pense qu'il faut accélérer ce processus d'évolution trop lent à son goût mais qu'il ne faut pas forcer les choses non plus.

Alice Liogier a demandé si Bruno Le Maire maintiendrait le Ministère des Droits des femmes. Son équipe a botté en touche, en répondant que le candidat ne s'intéressait pas au découpage ministériel dans le programme.

#Femmes2017 – Compte-Rendu des rencontres

Elle a relancé plusieurs fois son équipe sur les mesures concrètes à mettre en place pour lutter contre le sexisme et pour les droits des femmes.

Marion Delaigue nous a renvoyé vers les propositions suivantes :

- Améliorer les places en crèche
- Gestion des emplois à domicile : Supprimer les charges patronales pour le télé-travail, développer la fibre partout sur le territoire national pour ne plus avoir à être présent au bureau.
- Revoir le quotient familial
- Développer de nouveaux modes de gardes
- Éducation : donner plus d'heures d'histoire consacrées aux femmes
- Quotas dans la fonction publique

Nous avons eu du mal à tirer des mesures concrètes du programme notamment en question de la mise en pratique de certaines mesures : lutte contre les violences faites aux femmes, mode de gardes, sexisme en politique.

Enfin l'équipe que nous avons rencontrée s'est montrée assez réticente à une des nos propositions qui était la création d'une commission de lutte contre le sexisme en politique.

Finalement, la rencontre avec une partie de l'équipe de Bruno Le Maire nous a laissés un goût d'inachevé. Nous attendions des propositions concrètes pour lutter contre le sexisme, connaître la place que Bruno Le Maire veut accorder aux Femmes dans la nouvelle économie. D'autant plus quand le candidat prépare pourtant un programme très long et donc a priori très complet.

Rencontre avec l'équipe de Nathalie Kosciusko-Morizet - Vendredi 11 novembre

Nous avons rencontré Ann-Katrin Jégo, conseillère de Paris UDI engagée aux côtés de NKM. Si elle ne fait pas stricto sensu partie de l'équipe de campagne de la candidate, elle est engagée depuis plusieurs années dans son parti sur le sujet des droits des femmes, avec son "Club des 52%".

Nous avons évoqué avec elle de nombreux sujets liés à son engagement en politique, à mettre en lien avec son soutien à NKM, qu'il s'agisse d'être féministe et de droite ou de centre-droit aujourd'hui, du poids du conservatisme et du fait d'assumer sa féminité en étant une femme politique de nos jours, certaines dans les dernières décennies ayant trop eu tendance à "copier" les hommes pour se fondre dans un monde politique encore très masculin.

Le fait qu'il s'agisse de la seule femme candidate à la primaire n'a cependant pas été marquant au niveau des propositions, celle-ci ayant cependant rappelé début novembre dans une interview à *Causette* certaines de ses convictions sur le sujet : la lutte contre les discriminations, l'égalité salariale ou encore le sexisme ordinaire. Son programme compte ainsi peu de propositions spécifiques, si ce n'est que les allocations familiales devraient être les mêmes pour tout le monde dès le premier enfant (200 euros jusque 14 ans puis 270 euros entre 14 et 17 ans). NKM souhaite par ailleurs mettre en place un statut du travailleur indépendant, précisant que cette mesure bénéficierait beaucoup aux startupeuses femmes, désavantagées par le précédent dispositif.

A la suite de notre entretien, elle nous a fait parvenir des réponses de la candidate à plusieurs de nos questions :

- Maintiendra-t-elle si élue le Ministère des Droits des femmes ?
- Quelles sont les propositions qu'elle fait pour lutter contre les violences faites aux femmes et le sexisme ?
- Comment lutter contre les cas de sexisme politique (affaire Baupin, Sapin, Baylet) ?
- Comment améliorer la part des femmes dans la nouvelle économie, notamment le numérique ?

Nous avons eu une discussion intéressante avec Ann-Katrin Jégo, que ce soit lors de nos discussions du Club des 52 ou quand nous avons recentré le propos sur les propositions de Nathalie Kosciusko-Morizet. Nous n'avons pas eu le temps d'aborder toutes les idées de Mme Kosciusko-Morizet, c'est à cet effet que nous avons adressé plusieurs questions par mail à Mme Jégo. Nous espérons avoir l'occasion de retravailler avec Mme Jégo dans un futur proche.

Rencontre avec l'équipe de François Fillon – Mardi 15 novembre

Nous avons assisté le mardi 15 novembre à la présentation des propositions du programme de François Fillon concernant les femmes. Ces propositions ont été présentées par les membres des "Femmes avec Fillon" dont la présidente Muriel Reus. Le candidat à la présidentielle a axé son programme sur 5 axes majeurs : les mères isolées, la lutte contre les violences faites aux femmes, la lutte contre l'islam radical, la protection des enfants contre les violences et l'égalité « homme-femme » (sic).

En ce qui concerne, les mères isolées, François Fillon souhaite qu'elles aient un accès prioritaire aux logements sociaux et aux crèches, la réduction des charges des gardes d'enfants, la flexibilisation des horaires des structures de gardes, ou encore le maintien de l'enveloppe des aides fiscales. D'un point de vue social, il veut créer et renforcer des dispositifs d'échange et d'entraide afin de favoriser le lien intergénérationnel dans le quotidien des mères isolées (aides au devoir par exemple). Enfin, il voudrait encourager le développement du télétravail pour faciliter la vie des mères isolées et alléger leurs contraintes quotidiennes liées à leur situation.

Dans le deuxième volet de ses propositions pour la lutte contre les violences, François Fillon veut placer l'éducation et la prévention au cœur des solutions proposées. Il propose notamment la sensibilisation au respect des femmes dès l'école primaire, le développement de l'hébergement d'urgence et le renforcement des dispositifs de signalement du harcèlement sexuel dans les entreprises. Sur le plan de la répression, il présente plusieurs solutions telles que l'augmentation des délais de prescription de plainte pour les femmes victimes d'agression sexuelle ou encore l'instauration d'une amende aggravée pour punir toutes les incivilités commises, à l'égard des femmes, dans l'espace public.

L'islam radical fait parti aussi des axes évoqués. Selon une des membres du groupe "Femmes avec Fillon", de nombreuses femmes françaises sont victimes de l'Etat Islamique, qui les enrôle dans leur organisation. Afin de lutter contre ce problème, François Fillon propose de supprimer des aides à toutes les associations qui ne respectant pas l'égalité homme/femme, la mixité et la liberté. Dans la même idée, il souhaite faire interdire les prêches qui portent atteinte au principe de l'égalité « homme/femme ». De même, il veut faire respecter la loi qui interdit le port de la burqa. Enfin, cette lutte passe aussi par l'aide aux associations de mères qui luttent contre la radicalisation.

Dans un quatrième temps, la protection des enfants contre la violence doit passer selon François Fillon par la vérification annuelle des casiers judiciaires des personnes travaillant dans un secteur professionnel en relation avec des mineurs. Il veut, qu'au sein des établissements scolaires, soient présents des référents, afin de repérer d'éventuels abus. Il souhaite également faire de la non-assistance à mineur en danger une circonstance aggravante aux mineurs en danger sur tout le territoire. Enfin, il entend bloquer l'accès des mineurs aux sites et vidéos pornographiques.

Concernant l'égalité « homme-femme », il souhaite qu'une attention particulière soit portée à l'application de la loi sur l'égalité des salaires. Il propose de mener des campagnes de sensibilisation sur l'accès à la mixité des métiers et à toutes les filières. Il veut, également, que la tolérance zéro soit appliquée au sexisme en politique. Dans cette optique, il propose la mise en place d'une politique pénale pour rendre inéligible tout élu ou membre de l'exécutif en cas de harcèlement ou d'agressions sexuelles. De même, il entend augmenter les amendes en cas de non respect des obligations paritaires par les organisations politiques. Enfin, il s'engage à former un gouvernement paritaire jusqu'à la fin du quinquennat s'il est élu à la présidence de la République.

À la suite de la conférence de presse, nous avons pu rapidement rencontrer Muriel Reus, pour approfondir les propositions qui nous avaient été présentées. En effet, certaines idées manquaient de concret et nécessitaient d'être approfondies. La présentation a présenté beaucoup de généralités « appliquer une tolérance zéro contre le sexisme », et la couverture presse de l'événement montre que peu de médias se sont intéressés aux propositions. Ils ont tous couvert la présence de Penelope Fillon, l'épouse du candidat, qui ne souhaitait pour autant pas prendre la parole d'elle-même. En outre, aucun homme n'était présent pour présenter ce programme, malgré la présentation faite d'un mouvement pas exclusivement féminin. François Fillon était absent.

La discussion avec Muriel Reus a porté sur l'existence du mouvement Les Femmes avec Fillon, très mis en avant dans la communication du candidat. C'est un réseau de 75 comités de femmes répartis sur le territoire. Muriel Reus ne savait pas si le Ministère des Droits des femmes serait maintenu par François Fillon, s'il accédait à la présidence de la République. Cela étant, le candidat Fillon n'aura que 14 ministres et les présentera tout de suite après avoir été investi à la primaire.

Nous avons interrogé Muriel Reus sur la présence d'un bloc entier des « enfants » dans un programme pour les femmes, voici la réponse qui nous a été donnée « Quand les enfants sont touchés par la violence, les femmes sont vulnérables. Il faut assurer un cadre sécurisant pour les femmes ».

Enfin, nous déplorons les propos d'une intervenante lors de la conférence presse, qui a affirmé que l'on devait lutter contre les violences faites contre les enfants car cela « permettrait d'économiser 10 milliards d'euros ». Nous avons choisi de souligner cet argument car il nous est insupportable sur le fond.

Globalement, nous relevons l'organisation du mouvement des Femmes avec Fillon, mais regrettons l'absence de fond sur certains points non négligeables du programme. Nous relevons l'absence de mention du cyber-sexisme dans ce programme, alors qu'un bloc est pourtant réservé aux enfants avec une association enfants et femmes plus que discutable dans ce programme. Notre échange avec Muriel Reus était trop bref pour pouvoir réellement approfondir les points évoqués pendant la conférence de presse.

Rencontre avec l'équipe de Nicolas Sarkozy – Jeudi 17 novembre

Nous avons rencontré Samia Soultani, oratrice de la campagne de Nicolas Sarkozy chargée de l'égalité femmes-hommes. Enseignante dans le supérieur à Laval, vice-présidente du conseil régional des Pays-de-la-Loire, elle a été secrétaire nationale de l'UMP à partir de 2008 sur le sujet des droits des femmes.

Elle a évoqué avec nous son parcours de femme politique en Mayenne, dont elle préside la fédération Les Républicains. Issue de la société civile, pas « professionnelle de la politique », elle a vécu une ascension rapide, étant un soutien local (militante, responsable locale puis élue) de Nicolas Sarkozy depuis 2007. Alors que le programme de ce dernier comporte peu de propositions sur l'égalité hommes-femmes, nous avons été cependant agréablement surpris de la maîtrise de ce sujet par Samia Soultani. Qu'il s'agisse des niveaux de salaire, du rôle de l'éducation et des associations pour casser les stéréotypes conduisant par exemple moins de femmes à envisager des études scientifiques que littéraires ou encore de la nécessaire solidarité féminine en politique dans un monde encore majoritairement masculin.

Alors que nous faisons noter à Samia Soultani qu'aucun portefeuille ministériel chargé des droits des femmes n'avait existé durant le quinquennat Sarkozy, elle a pour sa part insisté sur le grand nombre de personnalités féminines promues à des postes ministériels importants (Intérieur, Affaires étrangères, Economie...) ou encore le développement de référents droits des femmes dans toutes les préfectures. Ce qui selon elle justifie son engagement politique auprès de Nicolas Sarkozy est la volonté du candidat de changer les choses en profondeur, listant ensuite plusieurs mesures de son projet : emplois de nourrice défiscalisés et soutien des élèves de primaire qui décrochent, afin de notamment éviter qu'ils demandent une charge de travail supplémentaire pour les mères célibataires.

Le discours de l'oratrice de Nicolas Sarkozy nous a dans l'ensemble convenus et sa maîtrise du sujet était évidente. Nous avons pu débattre sans forcément être d'accord mais avec des arguments qui pouvaient s'entendre : ainsi nous avons mis en avant notre proposition de former des binômes femmes/hommes aux élections législatives, ce qu'elle n'approuve pas car les partis vont souvent chercher des "femmes prétextes" afin de remplir le quota, ce qui risque selon elle de créer des élues moins engagées et donc paradoxalement de faire du tort aux femmes politiques en général. Cela dit, nous considérons qu'il est tout à fait possible, si le travail est bien fait en amont, d'investir dans chaque circonscription des femmes compétentes et motivées. Nous nous sommes finalement rejoints sur la nécessité d'avoir un ancrage local à travers un mandat, préalable à tout engagement politique : cela vaut évidemment pour les hommes, mais encore plus pour les femmes qui parfois peuvent être réduites à de la figuration si elle sont nommées un temps donné à un poste pour « faire moderne », alors que le mandat local permet à celles-ci de pérenniser leur force politique et d'avoir une réelle influence.

#Femmes2017 – Compte-Rendu des rencontres

En définitive, nous sortons mitigés de cette rencontre. Le candidat Nicolas Sarkozy ne nous semble pas spécifiquement sensible au sujet du féminisme, en témoigne sa seule vraie proposition liée à ce sujet dans son programme (« Réaffirmer notre attachement à l'égalité homme-femme. La République est testée. Au nom de nos valeurs, il faut une loi pour interdire le burkini sur l'ensemble du territoire de la France, car il porte atteinte à la dignité de la femme. Les maires ne peuvent être laissés seuls face aux revendications et aux provocations communautaristes »), faisant l'impasse sur de multiples sujets (égalité des salaires, violences, cybersexisme...).

Nous entendons cependant le côté "volontaire" de Nicolas Sarkozy, qui n'est pas resté totalement inactif durant son quinquennat sur le sujet, mais regrettons justement que cela dépende juste d'une volonté politique, changeante donc, et qui pourrait ne pas se poursuivre à chaque nouveau président, alors qu'une structure comme un ministère des Droits des femmes permet de maintenir une continuité des acteurs de lutte contre le sexisme et les violences quinquennat après quinquennat. Nous nous félicitons malgré tout de notre rencontre avec Samia Sultani, preuve que Nicolas Sarkozy s'est bien entouré sur ce sujet et espérons pouvoir travailler avec elle à l'avenir, quel que soit le vainqueur de la primaire.